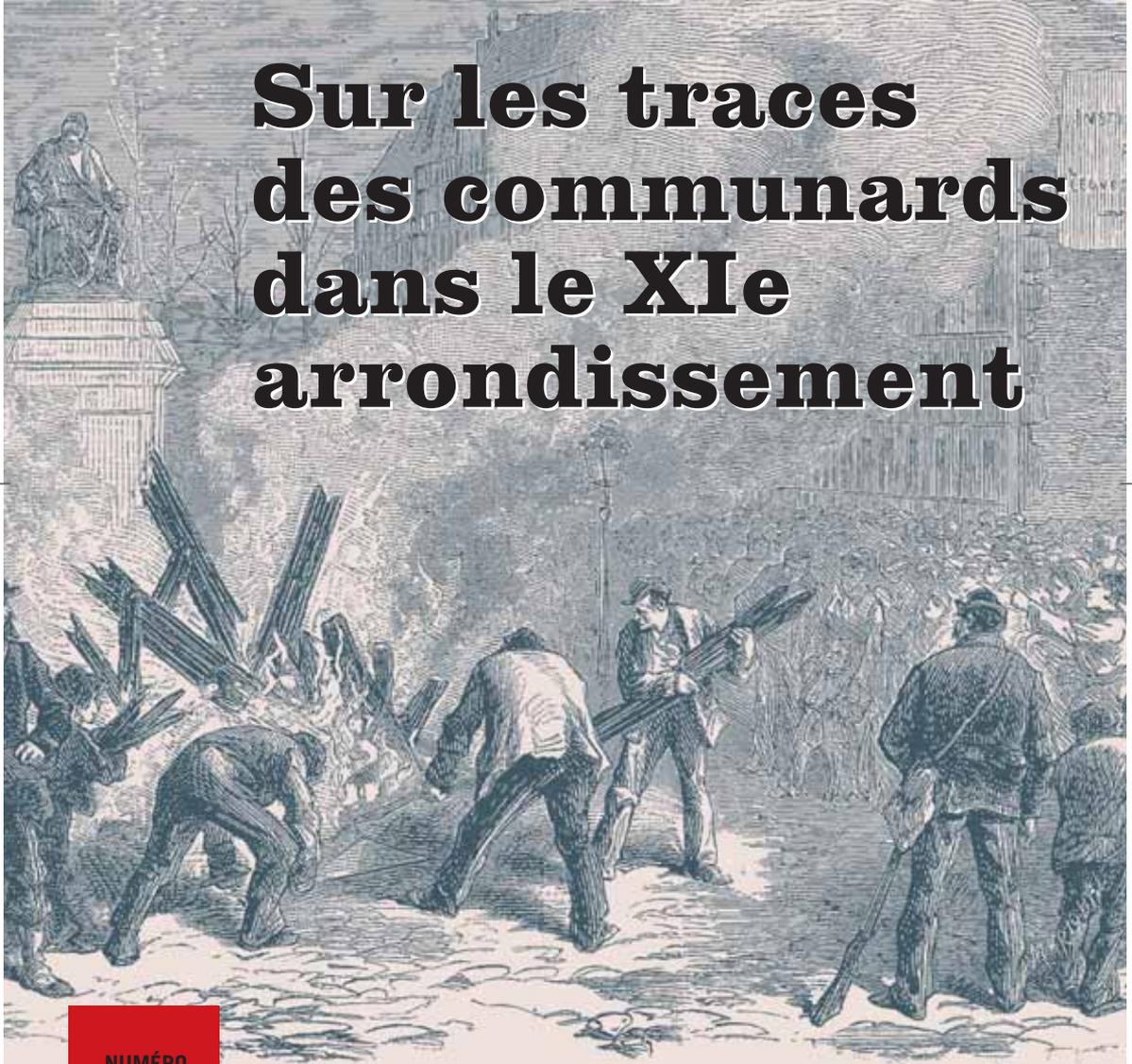


La Commune

ASSOCIATION DES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · FÉVRIER 2009

Sur les traces des communards dans le XI^e arrondissement



NUMÉRO

37

MERCREDI 18 MARS 2009

138^e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

**Rendez-vous 18 heures · Place de la République
angle du boulevard Voltaire · Métro République**

L'instruction nouvelle

Par décret de la délégation à l'enseignement du 12 mai 1871, la Commune instituait une école professionnelle d'art industriel pour jeunes filles.

On y enseignera « le dessin, le modelage, la sculpture sur bois, sur ivoire et, en général, les applications de l'art du dessin à l'industrie. Des cours destinés à compléter l'instruction scientifique et littéraire des élèves seront tenus concurremment avec ces cours pratiques ».

Cette création reflète des idées profondes de la Commune à propos de l'enseignement. L'association de cours professionnels et de cours de culture générale est un élément clé de « l'instruction intégrale » prônée notamment par la société de l'Éducation nouvelle. L'instruction ne doit pas être un instrument de l'inégalité, mais « la base de l'égalité sociale ». Dès lors chaque jeune citoyen(ne) doit pouvoir bénéficier d'une formation de l'esprit, d'une formation générale, base de cette égalité qui ne peut se réduire à la seule équité mais qui doit affirmer le caractère « essentiellement socialiste » de la Révolution pour Édouard Vaillant, le promoteur de ce texte.

Mais dans le même mouvement la mesure revalorise la culture professionnelle méprisée par certaines élites.

On notera que la Commune, dans les conditions de l'époque, bien sûr, vise aussi à dépasser l'inégalité des sexes en proposant une école professionnelle pour les jeunes filles.

Cet enseignement intégral ne peut enfin se dissocier du mouvement vers la laïcisation, la gratuité et l'obligation de l'école communale que les mairies d'arrondissement mettent progressivement en marche pendant la Commune. Cette procédure décentralisée favorisa finalement le remplacement des religieux par des instituteurs laïcs sans heurts graves. Et c'est toujours avec émotion que nous lisons ces documents qui instituent les fournitures gratuites pour les enfants du peuple.

Les temps ont changé, les exigences de notre époque sont naturellement plus élevées et plus complexes ; mais l'instruction intégrale reste une clé de ce « sublime avenir » de nos enfants dont rêvait Charles Delescluze en mai 1871.

JEAN-LOUIS ROBERT

NOTRE COUVERTURE

Le 137^e bataillon de la garde nationale, recruté dans le XI^e arrdt, va le 6 avril chercher les deux guillotines entreposées rue de la Folie-Régnault et les traîner en charrette à bras jusque devant la statue de Voltaire, sur la place, où elles seront brûlées sous les applaudissements d'une foule immense.



MERCREDI 18 MARS 2009
138^E ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

**SUR LES TRACES DES COMMUNARDS
DANS LE XI^E ARRONDISSEMENT DE PARIS**

Rendez-vous à 18 heures
Place de la République, angle du boulevard Voltaire
Métro République

Le 18 mars 1871, la Commune de Paris commençait. Chaque année, à cette date anniversaire, les Amis de la Commune de Paris 1871 effectuent, dans un quartier de Paris, un parcours pédestre pour évoquer les événements de la Commune qui s'y sont déroulés et rendre hommage à ses acteurs. Le 18 mars prochain, nous arpenterons le boulevard Voltaire de la place de la République, à la mairie du XI^e arrondissement.

La place de la République, alors dénommée, place du Château-d'Eau, fut le lieu d'après combats le 25 mai 1871. Sur la barricade qui barrait le boulevard Voltaire, fut tué par les Versaillais, Charles Delescluze, élu de l'Assemblée communale, et délégué civil à la guerre, auquel nous rendrons hommage.

Remontant le boulevard Voltaire, nous nous arrêterons devant l'église Saint Ambroise où le Club des Prolétaires tenait ses séances. Ce sera l'occasion d'évoquer l'action des clubs pendant la Commune, celui des Prolétaires, fidèle à son nom, fut l'un des plus ardents défenseurs des intérêts des ouvriers et du peuple de Paris. A quelques pas du boulevard Voltaire, 15 rue Saint-Ambroise, résidait Henri Mortier, découpeur en marqueterie, élu de la Commune et maire, très populaire, du XI^e arrondissement.

Dans la mairie du XI^e arrondissement, ou à proximité, se sont déroulés de très importants événements pendant la Commune. Le 6 avril les Fédérés du 137^e bataillon de la Garde nationale, vont chercher les deux guillotines entreposées rue de la Folie-Méricourt. Ils les transportent en charrette à bras sur le parvis de la mairie, devant la statue de Voltaire, et les brûlent sous les applaudissements d'une foule immense.

Les 24 et 25 mai, la mairie du XI^e arrondissement est le siège de la Commune après l'évacuation de l'Hôtel de Ville. Sur la place Voltaire, se trouvaient la rédaction du journal le Prolétaire, émanation du club du même nom, qui se définissait comme « l'organe des revendications sociales ».

Fin de la manifestation prévue vers 20 heures

La Commune de Marseille

Plusieurs villes se soulevèrent à l'annonce de la révolution du 18 mars à Paris et proclamèrent à leur tour la Commune comme Le Creusot, Limoges, Lyon, Marseille, Narbonne, Saint-Etienne et Toulouse. Lyon se souleva la première, mais la plus longue et la plus puissante de ces insurrections eut lieu à Marseille (23 mars-4 avril 1871) et se termina par une répression sanglante qui fit 150 morts. C'est donc par la cité phocéenne que nous commençons cette série d'articles consacrée aux Communes de province.

Sous le Second Empire, Marseille connaît un essor sans précédent. Le nouveau bassin de la Joliette, le développement de la navigation à vapeur et l'ouverture du canal de Suez en font la porte de l'Orient et le vestibule de l'Algérie.

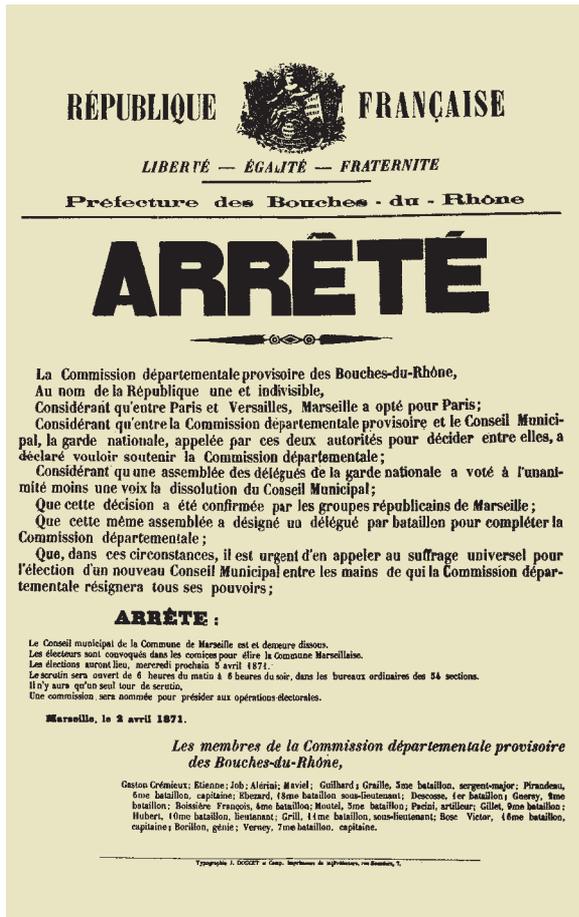
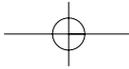
La préfecture à Marseille



Parallèlement, la ville se hérissé de monuments : palais Longchamp, palais de la Bourse, palais de justice, préfecture, palais du Pharo offert à l'impératrice Eugénie, où sera fusillé Gaston Crémieux (lire page 9), et basilique Notre-Dame-de-la-Garde, d'où le général Espivent bombardera la Commune. 8 000 chômeurs sont employés à la construction de la Corniche pour les éloigner des barricades. Cette politique de grands travaux attire une main d'œuvre abondante. De 1851 à 1872, la population marseillaise passe de 195 500 à 313 000 habitants. « Marseille n'est pas pour autant une « ville rouge ». Tout au plus est-elle un bastion républicain », selon la formule de l'écrivain Jean-Claude Izzo (1). Proclamée le 23 mars 1871, la Commune de Marseille a été précédée par plusieurs événements importants s'échelonnant de 1867 à 1870 : la création de la section marseillaise de l'Association internationale des travailleurs (AIT), plus connue sous le nom de l'Internationale, la fondation de la Ligue du Midi pour la défense de la République et une première Commune. La section marseillaise de l'Internationale a été fondée en juillet 1867 par André Bastelica, un jeune typographe et journaliste corse. Comme celle de Lyon, elle était influencée par Bakounine, dont il était proche (1). La section de Marseille compte, dès 1871, 4 500 membres organisés en 27 corporations ouvrières.

LA LIGUE DU MIDI

« Le port de Marseille était l'un des foyers les plus actifs du mouvement. C'est la section des



HISTOIRE

directement à la Défense nationale. « *Ce que nous voulons, ce n'est pas former une association politique méridionale en dehors des autres régions de la France* », se défendent les promoteurs de la Ligue du Midi. « *La République doit rester unie et indivisible, mais vu les circonstances, il y a lieu de former une sorte de confédération provisoire qui nous permettrait d'agir de concert. Le Midi pourra peut-être sauver le Nord, si nous unissons les forces des départements du Midi* », déclarent-ils.

LA PREMIÈRE COMMUNE

A ces préoccupations de défense nationale s'ajoute un programme révolutionnaire, adopté le 22 septembre lors d'une réunion publique tenue à l'Alhambra : « *la levée d'un impôt de 30 millions sur les riches, la réquisition des armes et des chevaux, la confiscation des biens des traîtres et du clergé, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'enrôlement des prêtres dans l'armée, l'épuration des fonctionnaires de l'Empire, la liberté de la presse par la suppression du cautionnement, l'élection des juges par le peuple, la suppression des écoles religieuses et l'affectation de tous leurs locaux aux écoles laïques.* »

Alphonse Esquiros, préfet provisoire des Bouches-du-Rhône est favorable à ce programme, qui inquiète Gambetta. Le 30 octobre, il est remplacé par Alphonse Gent. Le 1^{er} novembre, Marseille apprend la capitulation de Bazaine. « *La chute de Metz ne fut même pas un prétexte d'insurrection contre le gouvernement, elle fut simplement la confirmation éclatante de cette incapacité du pouvoir central que les extrémistes marseillais n'avaient cessé de proclamer, elle ne provoqua pas la Commune, mais la justifia* », selon Antoine Olivesi (2). Le 1^{er} novembre, la Commune est proclamée. Neuf membres de l'AIT, dont Bastelica, en font partie. Après avoir participé à la Commune de Lyon, Gustave Cluseret débarque à Marseille juste

dockers, dirigée par Chauvin, qui déclencherà la première grève insurrectionnelle de la Commune marseillaise », rappelle l'historien Antoine Olivesi (2). L'insurrection sera le fruit d'une alliance originale entre les bourgeois radicaux, représentés par Gaston Crémieux, et la section de l'Internationale dirigée par Bastelica. Les premiers peuvent se targuer d'avoir fait subir une cuisante défaite à l'Empire, en faisant élire en 1869 deux députés républicains : Léon Gambetta et Alphonse Esquiros, journaliste et écrivain. La création de la Ligue du Midi, le 18 septembre 1870, correspond à l'aspiration de treize départements du Sud-Est à participer



HISTOIRE
COMMUNES DE PROVINCE



à temps pour se faire nommer commandant en chef de la Garde nationale et général en chef des troupes de la Ligue du Midi. Dans une proclamation martiale, il fait savoir aux Marseillais qu'il ne tolèrera pas la moindre agitation.

« VIVE PARIS ! »

Alphonse Gent, blessé légèrement par balle, sut habilement se faire passer pour une victime, sans pour autant tomber dans le piège de la répression à outrance. Dans une fraternisation de façade, il fond les bataillons ouvriers de la Garde civique dans la Garde nationale bourgeoise. Mais la plupart des civiques préfèrent rejoindre l'armée de Garibaldi. Les dirigeants du mouvement sentent que la partie est perdue. Gustave Cluseret s'enfuit à Monaco, André Bastelica se retire et Alphonse Esquiros, anéanti par la perte de son fils, part pour Bordeaux. Le 13 novembre, Alphonse Gent peut télégraphier à Gambetta que « l'ordre tout entier règne à Marseille ». Mais l'insurrection prend ses quartiers d'hiver pour mieux

renaître au printemps. Entre temps, le 8 février 1871, la cité phocéenne élit des députés « résistants », qui siègeront auprès des capitulaires et des conservateurs, majoritaires à l'Assemblée de Bordeaux. Le 10 mars, le port de Marseille est en grève. Le 17, les rues ne sont pas balayées. Le 18, les chauffeurs cessent le travail, les boulangers arrêtent leurs fours le 21... C'est dans ce climat de grèves que les Marseillais apprennent, le 22 mars, l'instauration de la Commune à Paris. Le soir même, Gaston Crémieux prononce un discours enflammé au club de l'Eldorado : « *Le gouvernement de Versailles a essayé de lever une béquille contre ce qu'il appelle l'insurrection de Paris ; mais elle s'est brisée entre ses mains et la Commune en est sortie... (...) Quel est le gouvernement que vous reconnaissez comme légal ? Est-ce Paris ? Est-ce Versailles* » La salle unanime crie : « Vive Paris ! »

LA COMMUNE RÉVOLUTIONNAIRE

« Je viens vous demander un serment, c'est



Exemplaire du Petit Marseillais relatant les journées des 4, 5, 6 avril 1871 à Marseille

Musée du Vieux Marseille



celui de le défendre par tous les moyens possibles, le jurez-vous ? », ajoute l'avocat. « Nous le jurons ! », répond la salle. « Rentrez chez vous, prenez vos fusils, non pas pour attaquer, mais pour vous défendre », conclut Crémieux, qui vient de lancer un véritable appel aux armes. La maladresse du préfet, le contre-amiral Cosnier, mettra le feu aux poudres. Alarmé par le meeting de la veille en faveur de Paris, il convoque la Garde nationale le 23 au matin pour organiser une contre-manifestation. Quand il réalise son erreur, il est trop tard, les gardes nationaux partisans de l'ordre ne sont pas au rendez-vous. La suite, c'est Prosper Lissagaray (3) qui nous la raconte : « A sept heures du matin, le tambour bat et les bataillons populaires répondent. A dix heures, ils sont au cours du Chapitre, l'artillerie de la Garde nationale s'alignant sur le cours Saint-Louis. A midi, francs-tireurs, gardes nationaux, soldats de toutes armes se mêlent et se groupent sur le cours Belzunce. Les bataillons de la Belle-de-Mai et d'Endoume arrivent au complet, criant : « Vive Paris ! » En début d'après-midi, plusieurs milliers d'hommes débouchent dans la Cannebière et par la rue Saint-Ferréol se présentent devant la préfecture » (...). « Un coup de feu part. La foule se rue, arrête le préfet, ses deux secrétaires et le général Ollivier. Gaston Crémieux paraît au balcon, parle des droits de Paris, recommande le maintien de l'ordre. La foule applaudit et continue d'envahir, cherche, veut des armes. Crémieux organise deux colonnes, les envoie aux forges et chantiers de Menpenti, qui livrèrent leurs fusils ».

LE GÉNÉRAL ESPIVENT IMITE THIERS

Une commission départementale est créée, avec à sa tête Gaston Crémieux qui obtient le ralliement du conseil municipal. Mais il néglige d'occuper les forts Saint-Jean et Saint-Nicolas

et la butte de Notre-Dame-de-la-Garde. Les membres de l'Internationale prennent l'initiative de s'emparer de la gare et du port. Le 26 mars, la commission est isolée. « Personne ne s'armait contre elle, mais personne ne s'y ralliait », constate simplement Lissagaray (3). Le 27, les conseillers municipaux se retirent de la préfecture. Le général Espivent de la Villeboisnet s'était sauvé de nuit à Aubagne avec les troupes régulières et les fonctionnaires. « Espivent imitait la tactique de M. Thiers. Il avait dévalisé Marseille de toutes ses administrations », souligne Lissagaray (3). L'historien de la Commune décrit Espivent comme un « légitimiste obtus, un dévot hébété et un général d'antichambre ». Pendant ce temps, la commission départementale ne fait que tergiverser. L'arrivée le 30 mars de trois délégués venus de Paris- Bernard Landeck, Charles Amouroux, et Albert May- n'arrange rien. Landeck, chef de la délégation, va s'opposer à Crémieux qu'il juge trop modéré, allant jusqu'à menacer de le faire fusiller. Il dissout le conseil municipal et appelle la population à de nouvelles élections le 5 avril. Malgré la montée des périls, la commission départementale ne se soucie pas d'organiser la défense, persuadée que la troupe fraternisera avec les insurgés.

« VOUS OSERIEZ TIRER SUR LE PEUPLE ! »

Le 3 avril au soir, le général donne l'ordre de marche à ses troupes. Les « Aubagnais », en référence aux Versaillais, parcourent de nuit les 17 km qui séparent ce village de Marseille. Dès 23 h, des officiers garibaldiens préviennent Landeck des mouvements de troupes. Le rappel est battu à 1 h 30.

A 4 heures, 400 gardes nationaux se rassemblent à la préfecture. Des barricades se dressent autour du bâtiment : rue de Rome, rue Armény, rue Grignan, rue Saint-Ferréol. Une

HISTOIRE

COMMUNES DE PROVINCE



centaine de francs-tireurs sont envoyés à la gare, mais ils battent en retraite. Les « Aubagnais » fusillent le commissaire de la gare, sous les yeux de son fils de seize ans. Ils campent place Castellane, proche de la préfecture. Crémieux tente de parlementer avec le capitaine de Villeneuve : « *Quelles sont vos intentions ?* » demande-t-il. « *Nous venons rétablir l'ordre* », répond l'officier. « *Quoi, vous oseriez tirer sur le peuple !* » s'exclame Crémieux qui tente de haranguer les soldats. Deux bataillons d'infanterie fraternisent, levant leurs chassepots en l'air sous les applaudissements de la foule. Mais le général Espivent, après avoir reçu sèchement Crémieux, donne l'ordre aux chasseurs d'avancer. A 10 h, ils arrivent à la préfecture. Un coup de feu part, un officier est tué. Le combat s'engage. La préfecture est défendue par des hommes résolus et bien armés. Espivent décide alors de la faire bombarder par les canons du fort Saint-Nicolas et ceux de la butte de Notre-Dame-de-la-Garde, ce qui lui vaudra le surnom populaire de « Notre-Dame de la Bombarde ». 300 obus tombent autour de la préfecture.

LES DERNIERS PRISONNIERS DU CHÂTEAU D'IF

A 19 h 30 les canons se taisent et les marins investissent un bâtiment presque vide, à l'exception des otages et des chasseurs capturés le matin, tous sains et saufs. Espivent bâtit sa propre légende en écrivant à Versailles : « *J'ai fait mon entrée triomphale dans la ville de Marseille avec mes troupes ; j'ai beaucoup été acclamé...* » En fait la foule le hua et lui lança des pierres. Un autre dangereux mythomane, Thiers, prétendra devant l'Assemblée que la préfecture de Marseille a été prise d'assaut par les marins « à la hache d'abordage » (3). La réalité est moins glorieuse. Quelques semaines avant

Paris, Marseille a connu une répression sanglante, faisant au moins 150 morts parmi le peuple. Quand les exécutions sommaires cessent, les arrestations commencent. Plus de 900 prisonniers sont jetés dans les geôles marseillaises. On peut encore visiter la cellule où Gaston Crémieux fut enfermé pendant quatre jours au château d'If, une île-prison au large de Marseille, avant d'être transféré au fort Saint-Nicolas. Il sera fusillé le 30 novembre dans les jardins du Pharo. La plupart de ses compagnons seront déportés en Nouvelle-Calédonie. Les communards de Marseille furent sans doute les derniers prisonniers du château d'If.

 JOHN SUTTON



La cellule de Gaston Crémieux au Château d'If

Photo J. Sutton

(1) « La Commune de Marseille », revue *La Commune* n° 6 (mars 1977). Jean-Claude Izzo (1945-2000) est l'auteur de la fameuse trilogie marseillaise : « Total Khéops », « Chourmo » et « Solea » (folio policier) ; (2) « La Commune de 1871 à Marseille et ses origines », édit. Jeanne Laffitte (2004) ; (3) Prosper-Olivier Lissagaray : « Histoire de la Commune de 1871 », édit. La Découverte.



**Gaston
Crémieux**

Dirigeant de la Commune de Marseille

Gaston Crémieux est né à Nîmes le 22 juin 1836, issu d'une famille juive du Comtat Venaissin. Son père est marchand d'indiennes. Après l'école primaire, il entre au lycée de Nîmes où il est un excellent élève. Il obtient son baccalauréat le 19 août 1853. Il veut être avocat et, en octobre 1854, il est inscrit à la Faculté de Droit de Paris. Mais au bout d'une année, ses maigres ressources le contraignent à revenir à Nîmes, il trouve un emploi comme clerc d'avoué, d'abord à Nîmes, puis à Paris ; malheureusement, son salaire est insuffisant pour lui assurer une existence même modeste et il retourne à Nîmes en janvier 1856. Le 14 janvier 1856, il s'inscrit à la Faculté d'Aix en Provence. Il obtient sa licence en droit le 25 novembre 1856. Il s'inscrit alors au barreau de la cour d'appel de Nîmes. Il prête serment le 24 mars 1857. Il est commis d'office pour les personnes disposant de peu de revenus, ce qui le fait surnommer par ses collègues, « l'avocat des pauvres ». Il obtient des succès plus marquants dans le journalisme littéraire. Il s'intéresse aussi à la politique ; marqué par la répression de juin 1848, il est devenu un ardent républicain, défenseur de la

liberté de pensée et combattant de la lutte contre l'intolérance. Vers la fin de l'année 1857, Gaston Crémieux et un groupe d'amis fondent *l'Avenir*, un journal littéraire ; ils sont surveillés par la police qui émet cet avis : « ces quatre individus professent les idées socialistes les plus avancées et, malgré leur réserve, ils demeurent dangereux au point de vue politique ».

AVOCAT DES PAUVRES ET RÉPUBLICAIN. Le 14 février 1858 *l'Avenir* cesse de paraître, les républicains sont victimes de la répression du gouvernement de Badinguet. En 1862, Crémieux quitte Nîmes pour rejoindre Marseille. Le 10 décembre 1862, le Conseil de l'ordre officialise son

HISTOIRE

GASTON CRÉMIEUX



admission au Barreau. En 1864, il est admis par la loge marseillaise « La Réunion des Amis choisis » du Grand Orient de France. Gaston Crémieux considère Robespierre comme le chef d'Etat idéal. Entre les deux hommes les ressemblances sont profondes, mais présentent parfois des nuances : pour Robespierre, « l'Être suprême et l'immortalité de l'âme » sont des compromis politiques nécessaires pour sceller la réconciliation de tous les Français. Chez Gaston Crémieux, l'approbation du culte républicain est en accord avec un déisme rigoureux et sincère.

Notre avocat combat sans cesse l'intolérance des intégristes de tous bords. Le 25 septembre 1864, il épouse Noémie Molina, de confession juive. De cette union, naîtront trois enfants. Gaston Crémieux est très sensible à la grande misère des ouvriers marseillais. Il réagit vivement contre la perversité des mœurs qui en résulte. Dans le mémoire qu'il rédige en 1867, pour la classe ouvrière de Marseille, il demande au préfet des Bouches-du-Rhône de prendre des mesures urgentes pour mettre fin à cette situation déplorable. Il préconise la création d'un syndicat prenant la défense des intérêts des travailleurs.

DÉFENSEUR DE L'ÉCOLE LAÏQUE. Il s'intéresse particulièrement au développement de l'enseignement laïc, facteur de l'émancipation de la classe ouvrière. Le 31 mars 1865, il lance le projet de création d'écoles pour les enfants défavorisés. Le 6 août 1866, des cours du soir gratuits sont ouverts aux adultes.

En 1868, le 13 juillet, est constituée l'association phocéenne de l'Enseignement, de l'Instruction et de l'Éducation des deux sexes.

Crémieux est l'un des membres fondateurs. En 1869, il soutient activement la campagne électorale de Gambetta à Marseille. A l'époque, ce fougueux républicain n'est pas encore devenu le leader du parti opportuniste.

Le 28 juillet 1869, pour le soixante-quatrième anniversaire de la mort de Robespierre, Gaston Crémieux écrit un monologue *Robespierre, le 21 janvier 1793* dédié à Léon Gambetta et Alphonse Esquiros. Il leur fait part de son intention d'écrire un drame sur le Neuf Thermidor et la mort de Robespierre. Il mettra ce projet à exécution peu de temps avant sa mort. Il mène également une activité sociale intense en tant que fondateur de coopératives et de chambres syndicales.

Le 19 juillet 1870, la guerre contra la Prusse est déclarée. Les défaites de l'armée de Napoléon III à Forbach et Froeschwiller ont provoqué la colère des Marseillais. Des manifestations ont lieu à la préfecture et à la mairie. Les insurgés doivent rapidement capituler. Le 27 août 1870, le 1^{er} Conseil de guerre condamne Gaston Crémieux à deux ans de prison pour avoir pris part aux manifestations. La proclamation de la République, le 4 septembre 1870, le délivre de sa peine.

Le 11 septembre, il participe à la formation de la Ligue du Midi dont le programme est radical : séparation absolue des Eglises et de l'Etat, révo-cation immédiate de tous les maires nommés par et sous l'Empire, nomination des juges par voie électorale, liberté absolue de la presse, etc.

Gaston Crémieux est absent de Marseille lors de la Commune du 1^{er} novembre 1870. Il tenait des meetings au nom de la Ligue du Midi dans la Drôme et l'Isère. Il écrit de Grenoble à Alphonse Esquiros, le 2 novembre, une lettre portant le cachet de l'Association internationale des travailleurs, pour s'étonner qu'Esquiros veuille donner sa démission.



Gaston Crémieux et le rabbin Vidal le jour de l'exécution, au Pharo, le 30 novembre 1871

Musée du vieux Marseille

LA COMMUNE DE MARSEILLE. Le 31 janvier 1871, c'est la fin de la guerre entre la France et la Prusse. Le 13 février, l'Assemblée nationale s'installe à Bordeaux. Gaston Crémieux assiste à la séance du haut des tribunes. Garibaldi veut parler pour résilier le mandat dont Paris l'a honoré. Il est malade et veut conserver sa nationalité. Des hurlements couvrent sa voix. Alors, des tribunes, Gaston Crémieux s'écrie : « *Majorité rurale, honte de la France* ». Les tribunes applaudissent, mais la majorité réactionnaire n'oubliera pas l'intervention de Crémieux et ce sera un élément important dans sa condamnation à mort.

Le 18 mars, la Commune de Paris est instau-

rée. Le 22 mars, dans la salle de l'Eldorado à Marseille, Gaston Crémieux fait un discours pour appeler les habitants de la cité phocéenne à soutenir Paris contre Versailles. Le 23 mars, les Marseillais favorables aux insurgés de Paris envahissent la préfecture. Une commission départementale est constituée dont Crémieux sera le président. Il participe activement à l'insurrection (lire *La Commune de Marseille* page 4).

Dans la soirée du 7 avril, Gaston Crémieux est arrêté chez le gardien du cimetière juif où il s'était réfugié (1). Il est incarcéré au Fort Saint-Nicolas. Le procès des insurgés de la Commune de Marseille débute le 12 juin 1871

HISTOIRE

GASTON CRÉMIEUX

12

dans la grande salle du tribunal de police correctionnelle, devant le premier conseil de guerre présidé par le lieutenant-colonel Thomassin du 48^e de ligne.

Le premier accusé est Gaston Crémieux. Le point de départ de l'accusation, ce sont les paroles qu'il a prononcées à la séance de « l'Eldorado » le soir du 22 mars. Il répond : « *Je n'ai prononcé que des paroles de paix et de conciliation, appelant les uns et les autres à la modération* ». Le magistrat lui reproche sa présence à la préfecture. Il riposte : « *Ce n'est pas par ambition que je suis resté à la préfecture, c'est uniquement par conviction* ».

CONDAMNÉ À MORT. Le 28 juin, le colonel Thomassin clôt les débats. Les accusés sont transférés au Fort Saint-Nicolas. Le greffier leur donne lecture de la sentence : Crémieux, Pélissier et Etienne (portefaix, membre de la commission départementale) sont condamnés à mort. Le 7 juillet à trois heures du matin, les prisonniers sont conduits à la prison Saint-Pierre. Le statut de prisonnier politique leur a été accordé, les réclamations formulées en raison des mauvaises conditions d'hygiène de leur détention ont été prises en considération ; le fait est assez rare pour mériter d'être signalé.

Noémie, son épouse, essaie, en vain, d'obtenir sa grâce auprès du Garde des Sceaux, Adolphe Crémieux. Mais le 15 septembre, la Cour de cassation rejette tous les pourvois. Le 21 septembre, Landeck, qui a réussi à se réfugier à Londres, dans une lettre publiée dans *Le Courrier de la Gironde* et reprise par *Le Petit Marseillais* assume la responsabilité totale de la direction du mouvement communaliste et déclare que Crémieux, Pélissier et Etienne ne sont pas coupables.

Gaston Crémieux, dans sa prison, se consacre à la rédaction de sa pièce de théâtre *Le Neuf*

Thermidor ou la mort de Robespierre, drame en cinq actes en vers.

Le 24 novembre le quotidien *Qui vive* publie la décision de la Commission des grâces : Etienne et Pélissier sont graciés. Le recours de Crémieux est rejeté. Il écrit à Noémie : « *Cette nuit, j'ai terminé un acte que je voulais te lire. Hélas ! tu le liras sans moi. Ici, en face de la mort, en présence de notre bon rabbin, M. Vidal, j'ai recopié à la hâte le brouillon que j'avais écrit. Il en restera un tableau de la Convention et quelques vers de l'épilogue. Mais telle qu'elle est, cette œuvre est faite. C'est mon patrimoine, le travail de ma captivité. Je te la lègue. [...]* »

Gaston Crémieux sur son lit de mort. Son corps fut remis à sa famille.

Musée du vieux Marseille



Le 30 novembre au matin, Crémieux prend un peu de repos avant le départ en direction du Pharo. A peine arrivé, il s'adresse au peloton d'exécution : « *Mes amis, j'ai une recommandation à vous faire. Comme il est probable que mon corps sera rendu à ma famille après l'exécution, je vous prie de ne pas me défigurer. Visez droit au cœur. Je vous montrerai ma poitrine. Ayez du courage comme j'en ai.* »

Il se place devant le peloton, commande « *Feu !* », crie « *Vive la Républi...* » et tombe à la renverse.

CRÉMIEUX ET ROBESPIERRE. C'est un drame, *Le neuf Thermidor ou la mort de Robespierre* qui révèle le mieux les profondes convergences entre Gaston Crémieux et l'Incorruptible. Ils ont tous deux le même sens du devoir et du patriotisme. La suppression de la misère des classes laborieuses et le triomphe de la liberté et de la justice ont été leurs passions dominantes. Il y a tout de même une différence entre les deux personnages. Alors que Crémieux est hostile à toute violence, Robespierre a participé à la Terreur, considérée comme nécessaire pour éliminer les complices des puissances étrangères qui voulaient envahir la France et rétablir la royauté. Mais à Saint-Just qui veut poursuivre la terreur contre les nouveaux riches sans principes, Robespierre réplique par la plume de Crémieux ;

« *Saint-Just, nous avons vu s'écrouler le vieux monde.
Après avoir détruit, il est temps que l'on fonde.*

*La Terreur nous apprend à ne rien redouter.
Elle a fini sa tâche, elle doit s'arrêter.* »

Dans sa pièce de théâtre, Crémieux fait ressortir le contraste frappant entre la demeure modeste du menuisier Duplay et la maison à l'ameublement somptueux et esthétique de Collot d'Herbois où se réunissaient ceux qui complotaient contre Robespierre. Chez les Duplay, Robespierre est accueilli avec joie par une famille de fervents jacobins. Il va s'éprendre d'une des filles, Eléonore « au caractère droit et fier ». Elle lui témoignera beaucoup d'affection et de dévouement. Leur mariage était prévu pour le 9 Thermidor ; le sort, hélas, leur réserva un autre destin !

Dans l'œuvre posthume de Gaston Crémieux, les écrits « Avant les mauvais jours » sont consacrés à l'amour et aux luttes sociales. « Les serments » illustrent les regrets d'un amour déçu. Mais, parmi toutes ses œuvres, *Le neuf Thermidor et la mort de Robespierre* conserve notre préférence.

 **MARCEL CERF**

(1) Roger Vignaud présente une très curieuse version de l'arrestation dont voici un résumé très schématique : Crémieux, déguisé en femme, n'est pas reconnu par les gendarmes. Vexé du manque de flair de la maréchaussée, il se serait volontairement dénoncé pour ne pas se soustraire à la justice !

Documentation : Gaston Crémieux - Œuvres posthumes, précédées d'une lettre de Victor Hugo et d'une notice par A. Naquet, député de Paris. E. Dentu - éditeur - Librairie de la Société des Gens de Lettres - 1884 ; Roger Vignaud : Gaston Crémieux - la Commune de Marseille - un rêve inachevé... Edisud - 2003.

Par manque de place, nous avons dû faire des coupes importantes dans cet article de Marcel Cerf. Nous proposons aux lecteurs intéressés de leur envoyer le texte intégral sous forme d'un dépliant de quatre pages en format A4. Merci de joindre une enveloppe timbrée pour l'expédition. Le texte intégral peut également être consulté sur notre site internet. YL

4 avril 1871 La brève Commune de Limoges

A Limoges, l'activité industrielle s'est affirmée, dès la fin du XVIII^e siècle, autour du textile et de la porcelaine ; les convictions socialistes ont fortement imprégné la classe ouvrière. La ville est déjà aguerrie aux conflits sociaux.

Nombre de républicains de la ville et de la région ont été emprisonnés et proscrits sous Napoléon III. Ils sont rentrés d'exil après le 4 septembre 1870 et ont repris leur place dans le combat politique, notamment en participant à la création d'une « société populaire de défense républicaine ». Ils ont créé, dès la fin 1870, leur quotidien, *La défense républicaine* et ont eu plusieurs élus au nouveau conseil municipal dirigé par le républicain modéré Casimir Ranson.

Aussi, lorsque le 18 mars 1871 Paris se soulève, la Commune trouve aussitôt un écho favorable. La Société populaire décide d'envoyer un émissaire, Louis Baubiat, prendre contact avec le Comité Central de la Garde nationale. Dès le 22 mars, le Conseil municipal demande à la préfecture « l'armement immédiat de la population » pour « empêcher les conspirateurs monarchistes d'étrangler encore une fois la République ». En réponse, le préfet Massicault, républicain proclamé, est remplacé par Léopold Delpon, réputé monarchiste. Les conseillers municipaux socialistes tentent d'organiser le mouvement montant en se constituant en comité. Ils sont six : Pierre Rebeyrolle, horloger (proscrit de 1851), Elie Duboys, livreur (qui avait animé à Paris en 1848 un club socialiste, proscrit lui aussi), Jean-Baptiste Roubinet, balancier,

Maury, sabotier, Aragon, porcelainier, Laporte, aubergiste.

C'est le 4 avril que la situation prend un tour nouveau. Un régiment cantonné à Limoges, le 9^e de ligne, est envoyé grossir les troupes versaillaises qui assiègent Paris. Il doit rejoindre à la gare un train qui, selon la rumeur qui court la ville, remonte de Périgueux d'autres troupes et des munitions. Entre la caserne et la gare, écrit *La défense républicaine*, « les 3 ou 400 hommes qui le composaient paraissaient en proie à une certaine animation. Ils criaient de temps à autres "Vive la République" ». Un autre quotidien local, de droite, *La discussion*, écrit, sous la plume de Louis Guibert : « Une foule composée en partie de femmes et d'enfants accueillit la troupe par des cris de "Vive la République ! Vive Paris ! vive la Commune !" Et les femmes demandaient aux soldats : tirez-vous sur vos frères ? »

Cette foule est accompagnée d'un détachement de la Garde nationale, sous la conduite du peintre sur porcelaine Couessac, qui a mission d'interdire au train de renforts versaillais la remontée vers Paris. La foule envahit la gare. « En un moment, poursuit Louis Guibert, sans que nous puissions savoir quelle étincelle a déterminé l'explosion, la troupe et la foule se mêlent, la locomotive est décrochée ; des faisceaux sont enlevés ; quelques hommes, une trentaine, nous dit-on, laissent prendre ou donnent leurs armes ». Description plus appuyée de *La défense républicaine* : « Les soldats offraient leurs chassepots et leurs cartouches à qui les voulait : 80 fusils tombèrent de cette façon entre les mains de la population de Limoges ».

Pendant ce temps, un autre mouvement de foule envahit la préfecture. Le préfet s'enfuit, déguisé en domestique. A l'Hôtel de Ville également envahi, la Commune de Limoges est pro-

clamée, tandis que les rues alentour se ferment de barricades.

Vers dix heures du soir, l'armée amorce un mouvement en tenaille avec un détachement du 81^e régiment d'infanterie, sous les ordres du capitaine Nadaud, et le 4^e régiment de cuirassiers, commandé par le colonel Billet. Les cavaliers arrivent devant l'accès principal où les insurgés sont encore en train d'édifier une barricade. Le journaliste de *La Discussion* dit avoir vu « une femme qui portait son enfant sur un bras et des pavés sur l'autre ». Et brusquement la fusillade éclate. C'est une confusion totale, que les témoignages ultérieurs n'éclairciront pas. D'abord il fait nuit noire. Certains affirment que les militaires se gardaient de toute manifesta-

tion d'agressivité, d'autres disent avoir entendu le colonel donner l'ordre aux cuirassiers de mettre sabre au clair, d'autres même que plusieurs manifestants ont été blessés. Un dit avoir entendu l'un des insurgés (Rebeyrolle, semble-t-il) crier : « *pas de provocation* », juste avant la fusillade. Toujours est-il que le commandant Billet est blessé à mort.

Tandis que les militaires se replient, le mouvement se délite ; aucune directive ne semble avoir été donnée ou entendue. Le détachement qui occupe la gare n'est pas informé de la fusillade. Les rues se vident peu à peu. Le lendemain, l'état de siège est proclamé et des renforts arrivent en ville : trois régiments d'infanterie, un bataillon de chasseurs à pieds, un deuxième régiment de cuirassiers, deux batteries d'artillerie, une demi-batterie de mitrailleuses. Le siège de la Société populaire, où les soldats mutinés ont trouvé abri, est investi. Le 10 avril, le Conseil municipal démissionne, et c'est une commission militaire de 22 membres, sous les ordres du général Dalesme, qui assure l'autorité. Les arrestations et les dénonciations se multiplient au point que le procureur se plaint du « *grand nombre de lettres et de renseignements anonymes* ». Il « *supplie les honnêtes gens d'avoir un peu plus de courage et de vouloir bien prendre la responsabilité des indications qu'ils lui adressent. Un renseignement anonyme est presque toujours inutile. Il faut oser signer ce qu'on écrit* ».

Le maire démissionnaire Casimir Ranson, sans avoir donné de signe de soutien à l'insurrection, plaide l'indulgence, de même que La défense républicaine. Mais à Versailles, Monsieur Thiers ne l'entend pas de cette oreille. « *A Limoges, déclare-t-il, s'est produite une émotion peu dangereuse ; mais les communistes de cette ville, jaloux de se montrer à la hauteur des communistes de Paris, ont assassiné le colonel du régiment*

Outre Limoges, plusieurs villes du Limousin ont manifesté leur sympathie pour la Commune de PARIS : Tulle, Saint-Junien, Solignac, Aubusson, La Souterraine, Saint-Léonard-de-Noblat. Plusieurs ont été mises en état de siège, et des conseils municipaux dissous. Parmi les Communards arrêtés à Paris après la Semaine sanglante (33 584), 1 314 étaient des migrants limousins (953 de Creuse, 388 de Haute-Vienne, 173 de Corrèze). La Creuse a été le troisième département pour le nombre des arrestations après la Seine, Paris et proche banlieue, (8 939) et la Seine-et-Oise (1 257). L'historien Alain Corbin évalue en outre entre 380 et 400, le nombre des Creusois tombés ou fusilés au cours de la Semaine sanglante.

HISTOIRE

COMMUNES DE PROVINCE

16

de cuirassiers qui était cantonné dans le département. La répression va suivre de près ce lâche attentat ».

Les deux acteurs les plus visibles de cette journée, Rebeyrolle et Duboys, qui ont réussi à échapper aux « forces de l'ordre », sont condamnés à mort par contumace. Une trentaine de peines de prisons sont prononcées. Alfred Talandier est privé de son droit de vote et, quelques jours plus tard, *La défense républicaine*, interdit. Une nouvelle élection municipale est décidée pour le 30 avril. Elle donne la victoire aux républicains modérés, qui, considérant que les élections ont été faites « sous la pression des baïonnettes », démissionnent aussitôt. Signe de l'état d'esprit de la ville : Elie Duboys, quoi qu'en fuite, est réélu.

 **GEORGES CHÂTAIN**

Note du comité de rédaction

Nous remercions notre ami Georges Châtain de nous avoir fourni l'article ci-dessus et demandons à nos lecteurs qui possèdent des informations sur des événements qui ont pu se dérouler, en soutien à la Commune de Paris dans d'autres villes de province, de rédiger un article ou de nous transmettre les éléments qui pourraient nous permettre de le faire. YL

Le 25 juillet 1938 Le bataillon Commune de Paris franchit l'Ebre

L'ACER (Amis des Combattants en Espagne Républicaine) a célébré, du 23 au 26 octobre 2008, le 70^e anniversaire de la « Despedida », le départ d'Espagne des Brigades internationales. A cette occasion, a été inaugurée, à Camprédo, sur les rives de l'Ebre, une plaque en souvenir du franchissement du fleuve par la XIV^e Brigade internationale, La Marseillaise(*), qui permit le passage du fleuve par des unités républicaines. Cette plaque, rédigée en français, espagnol et catalan, porte l'inscription : « Aux premières heures du 25 juillet 1938, la XIV^e Brigade internationale engagea dans ce secteur l'attaque de diversion qui contribua au succès du « Paso del Ebro » en amont du fleuve par l'armée républicaine ».

Ce jour-là, dans le secteur de Tortosa, les bataillons André Marty, Vaillant-Couturier et Commune de Paris, tentent de franchir le fleuve. Le bataillon Henri Barbusse reste en réserve. A peine les combattants des deux premiers bataillons ont-ils abordé la rive opposée qu'ils sont repoussés par les troupes fascistes. Les 700 combattants du bataillon Commune de Paris franchissent le fleuve, mais ils sont stoppés, après avoir avancé de 400 mètres, au niveau du canal d'irrigation parallèle au fleuve. Les fascistes contre-attaquent et reçoivent le renfort de sept divisions. Dans la journée, des barques traversent le fleuve. Elles emmènent en renfort une soixan-



Le 24 octobre 2008, à Camprédo, où les brigadistes du bataillon Commune de Paris, ont passé l'Ebre le 25 juillet 1938.

taine d'hommes du bataillon Henri Barbusse, et évacuent une centaine de blessés. Le lendemain, 26 juillet, sous les bombes et les balles de l'aviation franquiste, le franchissement du fleuve est devenu impossible. Ce jour-là, le bataillon Commune de Paris est totalement anéanti. Aucun de ses combattants n'échappe au massacre. Aujourd'hui encore, 70 ans après la terrible bataille, les paysans catalans trouvent des ossements de ces héros de la liberté. Mais leur sacrifice n'a pas été vain. Il a permis au gros de l'armée républicaine de franchir le fleuve quelque kilomètres en amont, la résistance des troupes fascistes ayant été affaiblie à cause des renforts envoyés à Campredo.

Les troupes républicaines avançaient d'une trentaine de kilomètres en profondeur. Les franchistes mettront trois mois à reconquérir le terrain perdu. Le bataillon Commune de Paris reconstitué avec d'autres interbrigadistes participe avec honneur à ces combats jusqu'au 10 octobre, date à laquelle le gouvernement républicain espagnol, au lendemain des honteux accords de Munich, est obligé de demander aux Brigades internationales de se retirer des combats. C'était la « Despedida » (les adieux) dont le 70^e anniversaire a donné lieu à des cérémo-



Cécile Rol-Tanguy entourée d'anciens interbrigadistes.

Lors des cérémonies d'hommage aux Brigades internationales, les drapeaux de l'ACER, de l'ANACR, des Amis de la Commune de Paris et des Garibaldiens entourent deux anciens interbrigadistes, Joseph et Vincent Almudever.



nies à Barcelone en présence des survivants de toutes les nations ayant constitué les Brigades internationales. **YVES LENOIR**

() La XIV^e Brigade internationale était composée de volontaires français et francophones. Son commissaire politique était Henri Tanguy qui, six ans plus tard, sous le nom de Rol-Tanguy, commandait les FFI d'Ile-de-France lors de la libération de Paris. Membre des Amis de la Commune de Paris, il faisait partie de son*

comité d'honneur, et participait à la rédaction de sa revue d'histoire, y traitant, notamment, des aspects militaires de la Commune.

Le dévoilement de la plaque par Cécile Rol-Tanguy, veuve de l'ancien commissaire de la XIV^e Brigade, a donné lieu à une émouvante cérémonie à laquelle participaient, avec leurs drapeaux, des délégations de l'ACER, des Garibaldiens, de l'ANACR (Association nationale des Anciens Combattants de la Résistance) et des Amis de la Commune de Paris.



Anna Jaclard

Beaucoup de personnes s'intéressent à l'histoire de la Commune de Paris de 1871 peuvent ignorer que sous le nom Jaclard, bien français se cache une russe Mademoiselle Korwin-Kroukovskaïa, née à Saint-Petersbourg vers 1843 dans une vieille famille de l'aristocratie russo-lituanienne. Le père est général d'artillerie, et sa famille est

aisée. La sœur cadette d'Anna, Sophie (Sonia) devient mathématicienne renommée, première femme docteur en mathématiques.

Quant à Anna, elle est attirée par la littérature, elle écrit des nouvelles dont une, *Le Rêve*, est publié en 1864 dans la revue *Epoque* dirigée par Dostoïevski. Les deux sœurs ont — comme beaucoup de jeunes Russes — des idées libérales tant sur le plan politique que social. En 1869, elles viennent à Paris escortées.

Les ouvriers du livre pendant la Commune

Des adhérents à notre association et même un responsable de la Fédération du Livre nous ont demandé récemment des renseignements précis sur l'action des ouvriers du livre pendant la Commune. Pour Robert Le Quillec, auteur de l'indispensable « Bibliographie critique de la Commune de Paris », un ouvrage s'impose « Les ouvriers du Livre en

France de 1789 à la constitution de la Fédération du Livre » par Paul Chauvet (*). Parmi les nombreux chapitres de cette longue histoire, on retiendra particulièrement ceux de la période qui couvrent le Second empire et la Commune. Paul Chauvet, historien scrupuleux, explique son interprétation fort pertinente de l'événement historique dans sa spécificité : « Si paradoxal que cela puisse paraître,

il est encore impossible d'écrire par le détail l'histoire de la Commune. Certes, de nombreux témoins oculaires, et non des moindres, de cette grande époque, ont raconté ce qu'ils ont vu et entendu, mais personne n'a décrit ce que fut la participation des masses ouvrières à la Commune, la vie dans les ateliers, la part prise par les ouvriers dans chaque profession à la défense de la capitale, la vie politique des clubs, des chambres syndicales, des sections de

tées par le mari de Sophie. Anna fréquente les milieux blanquistes où elle rencontre Victor Jaclard, étudiant en médecine, franc-maçon, membre de l'Internationale, avec qui elle s'est rapidement liée. En 1870, elle le suit à Genève où ils restent jusqu'à la chute de l'Empire. Anna y traduit en russe certains écrits de Karl Marx. Le couple rentre donc en France, Anna collabore avec André Leo à la création du journal *La Sociale*. Le couple habite le 18^e arrondissement. Pendant la Commune, elle appartient au comité de Vigilance des femmes du 18^e arrondissement, devient déléguée

aux hôpitaux et ambulances, soigne les blessés... Elle est également membre de la « commission pour organiser et surveiller l'enseignement dans les écoles des filles » qui comprend aussi André Léo. Louise Michel qualifie la conduite d'Anna d'« héroïque ». Victor de son côté participe activement aux combats de la Commune. Après la Semaine sanglante, Anna réussit à quitter Paris, Victor arrêté s'échappe du dépôt des Chantiers à Versailles et passe en Suisse avec le passeport de son beau-frère, le mari de Sophie. Ils sont tous les deux condamnés par contumace aux travaux forcés à perpétuité.

Après trois ans passés à Zurich, aidés financièrement par le père d'Anna, ils regagnent la Russie, Victor y enseigne le français. Ils ont un enfant. Amnistiés en 1879, ils reviennent à Paris, où ils se fixent. Malheureusement, la santé d'Anna se trouve fortement ébranlée, elle meurt en 1887 des suites d'une opération et est enterrée au cimetière de Neuilly.  **THÉRÈSE GOURMAUD**

Bibliographie : J. Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, Ed. Ouvrière, 1969 ; G. Dittmar, *Histoire des femmes dans la Commune de Paris*. Dittmar, 2003 ; E. Thomas, *Les Pétoleuses*, Gallimard 1963 ; M. Niqueux, *Sophie Kovalevskaïa. Nihilisme, féminisme, Mathématiques*, Phébus 2004

l'Internationale et enfin de la part de chaque grande famille ouvrière à l'holocauste final, ses morts, ses blessés, ses prisonniers. » Paul Chauvet a voulu appliquer cette nouvelle méthode d'investigation au domaine du Livre (mouvement syndical, mutuelliste et coopératif). Après plusieurs années de recherches intensives, il a recueilli des centaines d'informations et de noms d'ouvriers ayant lutté pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Il aboutit ainsi à créer les bases d'une véritable histoire sociale de la corporation du Livre. Cette documentation unique

est un hommage à tous ceux, même les plus humbles, qui ont participé à la lutte pour les augmentations de salaires et pour la Liberté des travailleurs. Dans ce livre de 717 pages, rien n'est passé sous silence, les grèves sont analysées sérieusement et l'auteur n'oublie pas l'introduction des femmes dans l'imprimerie, les maladies professionnelles, les associations ouvrières de production, et tant d'autres revendications où la politique et le social sont les facteurs essentiels. Durant la période de répression féroce qui régnera

après la Commune, de nombreux obstacles s'opposeront à la reconnaissance de la liberté d'association et du droit syndical des travailleurs mais la France républicaine finira par triompher de la dictature et la constitution de « La Fédération Typographique française et des industries similaires » aura lieu lors de son premier congrès le 30 août 1881. Le travail remarquable accompli par Paul Chauvet mérite notre attention et notre reconnaissance.

 **MARCEL CERF**

(*) *Librairie Marcel Rivière et Cie Paris 1964*

La Commune de Paris à Bagneux

Dans le cadre des riches initiatives de la médiathèque

Louis Aragon à Bagneux, la Commune de Paris a été à l'honneur pendant près de trois mois entre septembre et décembre 2009. Au cœur de l'initiative il y a eu l'exposition mise en scène par la médiathèque. Cette exposition présentait les 16 panneaux des Amis de la Commune de Paris et un ensemble de documents et d'objets sous vitrines qui renvoyaient tant à l'histoire locale de Bagneux en 1870-1871 qu'à l'histoire de la Commune de Paris. La durée de l'exposition a permis une affluence importante qui ne s'est pas démentie et un intérêt prouvé par le temps passé par les visiteurs.

D'autres initiatives ont eu lieu. Une visite guidée par notre ami Jean-Louis Robert des lieux historiques de 1870 et 1871 à Bagneux a attiré, à l'occasion de la journée du patrimoine, une très nombreuse affluence. Il a fallu refuser du monde, le car étant plein. Bagneux a été l'objet de nombreux combats tant pendant le siège des Prussiens que pendant la Commune. Mais ce fut aussi l'occasion de constater

qu'au cimetière parisien de Bagneux, malheureusement, les Communards enterrés ont perdu leur tombe car leur concession n'a guère duré.

Dans le cadre de l'Université pour tous organisée par la médiathèque, nous avons présenté quatre cours sur l'histoire de la Commune qui ont aussi rencontré un grand succès. Une soirée cinéma avec la Nouvelle Babylone et une soirée sur les chansons de la Commune (avec Claude Duneton) ont complété avec bonheur cet ensemble.

Ainsi Bagneux, ville aux riches traditions démocratiques, aura-t-elle contribué très largement à la mémoire de la Commune.

L'initiative connaît enfin une suite. En effet, le sentiment que Bagneux pouvait et devait disposer d'un lieu de mémoire sur la Commune de Paris est vivement apparu lors de ces manifestations. A la Grange Ory, quelques jours avant la semaine sanglante, eut lieu un épisode tragique et très significatif : le massacre par les hommes de Boulanger des défenseurs de la Grange fut particulièrement abominable. Un groupe d'habitants de Bagneux va ainsi demander qu'une plaque ou un

monument rappelle ce moment tragique de l'histoire de la ville. Nous espérons que la municipalité de Bagneux donnera une issue positive à cette demande.

JEAN-LOUIS ROBERT

MÉDIATHÈQUE DE SAINT-ETIENNE

Journée Benoît Malon

Le 6 décembre 2008, la Médiathèque municipale de Saint-Etienne a consacré, dans la salle de la Cinémathèque, toute une journée à un Hommage à Benoît Malon qui était la 3^e manifestation consacrée, en 2008, par la Médiathèque, à ce Forézien souvent méconnu. Cet hommage avait été préparé par la Médiathèque en partenariat avec l'Association des Amis de Benoît Malon et la radio RCF. Jacques Stribick, adjoint au maire, représentait la municipalité.

Une table ronde et plusieurs communications ont jalonné cette journée. Charles-Henri Girin, professeur agrégé d'Histoire, secrétaire de l'Association des Amis de Benoît Malon, a notamment raconté les événements de la Commune de Saint-Etienne en 1871, le rôle du club révolutionnaire de la rue de la Vierge, les condamnations qui suivirent les événements, et

tenté d'expliquer l'échec du mouvement : isolement, traumatisme de l'assassinat du préfet, manque d'organisation et de perspectives.

Enfin Alex Devaux Pelier, petit-neveu de Benoît Malon, ancien président de l'Association des Amis de Benoît Malon, a étudié, dans un exposé très complet, les tribulations et le rôle de Benoît Malon lors d'un exil mouvementé en Italie, sa participation au mouvement ouvrier italien, sa collaboration à de nombreux journaux, son rôle de théoricien dont l'influence fut grande dans la péninsule. Des personnages aussi attachants qu'André Léo – la compagne de Benoît Malon – ou qu'Enrico Bignami, socialiste italien, directeur du journal *La Plèbe*, apparaissaient aussi aux côtés de Benoît Malon.

Quelques jours auparavant, Maurice Vincent, maire de Saint-Etienne, avait dévoilé la nouvelle plaque de la rue Benoît Malon.

PARIS MANIF

L'exposition Paris Manif a été présentée dans le Réfectoire des Cordeliers entre le 12 décembre 2008 et le 12 janvier 2009. Elle a retracé – avec les gravures, photos, affiches, journaux – l'histoire de manifestations parisiennes de 1880 jusqu'à nos

jours. Pour la période après la Commune on peut mentionner : quelques gravures : la grève des ouvriers devant la fabrique de Cail & cie, manifestation place de l'Opéra à l'appel de Louise Michel, réprimée par la police, les obsèques du général Eudes. D'autre part, on pouvait voir l'histoire de manifestations devant le Mur des Fédérés au cimetière du Père Lachaise. En mai 1936, cette marche fut la première grande manifestation après la victoire du Front Populaire.

ROCHEFORT (17) UNE PLAQUE POUR LES COMMUNARDS

En 1871 et 1872, trois mille quatre cents Communards ont été emprisonnés sur les pontons et dans les forts de Rochefort en l'attente de leur jugement par les tribunaux militaires versaillais. Les conditions de détention étaient si épouvantables que 144 allaient y laisser leur vie

Sur proposition de la Libre Pensée de Charente-Maritime, la municipalité de Rochefort a apposé une plaque au Clos-Saint-Maurice pour rappeler ces tragiques événements. Cette plaque a été inaugurée le 17 octobre dernier.

Notre ami Bernard Grolier, représentait les Amis de la

Commune de Paris à cette cérémonie qui a permis de rappeler l'œuvre émancipatrice de la Commune en matière de progrès social, de démocratie, de libertés, de laïcité, d'éducation, de culture, de droits égaux pour les hommes et les femmes quelle que soit leur nationalité.

SYLVIE TESTUD INCARNERA LOUISE MICHEL À LA TÉLÉVISION

France 2 diffusera cette année un téléfilm sur Louise Michel.

Le tournage a eu lieu l'été dernier en Nouvelle-Calédonie. C'est Sylvie Testud qui interprétera le rôle de la Communarde, tandis que Nathalie Boutefeu incarnera Nathalie Le Mel.

« C'est magnifique, s'exclame le producteur Jacques Kirsner. En 2001, lorsque j'ai commencé à faire le tour des chaînes pour proposer ce projet sur Louise Michel, tout le monde m'a regardé avec de grands yeux. Et lorsque je leur ai dit que je voulais tourner cette histoire en Nouvelle-Calédonie, ils m'ont ri au nez. » La réponse était toujours la même : « Louise Michel ? Connais pas ! » La persévérance du producteur a fini par payer. Pendant sept ans, le projet restera dans les tiroirs, d'où l'a sorti Patrice Duhamel, directeur général de France

ACTUALITÉ



Sylvie Testud

Télévision. « Dans le domaine de la fiction c'est exactement le genre de production qui montre que la télévision publique ne ressemble en rien à la télévision privée », souligne-t-il. Le tournage a eu lieu l'été dernier sur le Caillou, grâce au soutien de la province Sud et du gouvernement calédonien. Le téléfilm de France 2 est axé sur la déportation de Louise Michel de 1873 à 1880. La réalisatrice, Solveig Anspach a voulu centrer l'histoire sur l'amitié entre Louise Michel et Nathalie Le Mel, dirigeante de l'Union des femmes pendant la Commune, tout en évoquant la révolte kanak.

« J'ai été emballée par son rêve d'utopie ». Le téléfilm relate notamment l'histoire d'Ataï, le chef kanak de Komalé, qui mena l'insurrection en 1878, avant d'être assassiné par un homme de sa tribu. « *Que partout les traîtres soient maudits !* », s'exclama alors Louise Michel. Un jugement sans appel de la Communarde qui a mal vécu

la collaboration de certains de ses camarades de déportation avec les autorités françaises pour réprimer la révolte kanak. « *Parmi les déportés, les uns prenaient parti pour les Canaques, les autres contre. Pour ma part, j'étais absolument pour eux* », écrit Louise Michel dans ses Mémoires. Sylvie Testud s'est imposée « sans discussion » pour interpréter le rôle de la célèbre Communarde, selon le producteur. « *J'avoue que je connaissais très peu l'histoire de Louise Michel. Je me suis donc plongée dans sa correspondance, ses récits historiques. J'ai tout de suite été emballée par son côté « allumé » et son rêve d'utopie* », explique la comédienne dans *Le Monde 2* (29 novembre 2008). « *Je l'ai trouvée très actuelle. Sa vie et sa trajectoire politique m'ont impressionnée. D'ailleurs, j'ai toujours aimé les rôles ancrés dans la réalité sociale, même si je n'ai pas comme elle, les sens du sacrifice...* », confie Sylvie Testud.

A ses côtés, Nathalie Boutefeu incarne Nathalie Le Mel. « *J'ai immédiatement été séduite par ce personnage mystérieux, sa liberté d'esprit et de combat* », s'enthousiasme l'actrice, qui révèle qu'elle a passé beaucoup de temps dans la librairie des Amis de la Commune pour enrichir son rôle...

 JOHN SUTTON

22

**DIEPPE (76)
HOMMAGE À
LOUISE MICHEL
ET AUX COMMUNARDS**

Le 9 novembre 2008, l'Association dieppoise des Amis de la Commune de Paris de 1871 ainsi que quinze de nos amis parisiens de l'association nationale, dont Claude Willard, Claudine Rey, Pierre Korber, rassemblés à Dieppe, ont rendu hommage à Louise Michel et à tous les Communards.

Malgré des difficultés de transport ferroviaire, nos amis parisiens nous ont rejoints au mur de la Tour aux crabes, quai Henri IV, où est apposée une plaque à la mémoire de Louise Michel. C'est sur ce quai de Dieppe que, le 9 novembre 1880, Louise Michel débarqua, de retour de déportation en Nouvelle-Calédonie, avant de revenir à Paris.

Là, à la plaque dédiée à Louise Michel, Guillaume Pruvost interpréta au violoncelle *Le Temps des Cerises*. Puis, un discours à la mémoire de Louise Michel fut prononcé, soulignant les multiples facettes de cette figure emblématique de la Commune : Louise, la gamine espiègle et généreuse de Vroncourt, puis l'institutrice républicaine ; Louise, l'anarchiste et l'écrivaine ; un de ses poèmes, *Les œillets rouges*, illustra ce dis-

cours. Aussitôt après, des membres de notre chorale reprirent des chants communards et terminèrent, comme à l'habitude, par *Le Temps des Cerises*. Enfin, la plaque à la mémoire de Louise Michel fut fleurie d'œillets rouges.

Après ce premier temps fort, les trente Amis de la Commune que nous étions ce jour-là se rendirent à la ferme aux chèvres de M. et Mme Bazin, au Val de Bures, pour notre fraternel banquet annuel. Là, dans ce lieu simple, chaleureux et magnifique, comme chaque année, un succulent repas préparé avec les produits de la ferme nous attendait. Nous remercions d'ailleurs très chaleureusement M. et Mme Bazin pour l'accueil qu'ils nous réservent chaque année. Ce banquet fut animé d'échanges, de discussions, de rires et de chansons communardes. Bref, nous étions bien ensemble, et ça c'est important.

Nous attendons nos Amis parisiens, en 2009, pour vivre et partager avec eux de tels moments de mémoire, de joie et de fraternité.  **MICHEL MICH**

CHÂTELLERAULT (86)

LES PÈLERINS DE L'ESPOIR

Ainsi qu'annoncé dans le bulletin 36 de novembre dernier, le spectacle Les Pèlerins de

L'Espoir s'est produit au Nouveau Théâtre de Châtellerault, le samedi 13 décembre.

C'est grâce à une vente militante efficace effectuée par les membres de l'association aidés par ceux de Culture Pour Tous, que nous avons le plaisir de voir la salle quasi remplie au lever de rideau. La troupe n'a pas déçu. Un grand professionnalisme nous était offert tant de la part des choristes que des gens de théâtre. Le public, pas totalement composé d'initiés et de militants, a été séduit à la fois par la qualité des prestations et par les messages forts qui étaient véhiculés par le texte. Le spectacle n'avait pas pour unique objectif de nous relater la vie et l'histoire de la Commune, mais également de nous transporter au sein d'événements que la Commune à inspirés, au travers des chants du moment.

Dix-sept chants ont été interprétés entrecoupés de scènes théâtrales. Si nous étions donnés, *La Canaille*, *la Semaine sanglante*, *Elle n'est pas morte...*, nous avons également eu le *Chiffon Rouge*, *Allons au devant de la Vie*, *l'Affiche rouge*, etc. Au pot proposé après le spectacle, les participants n'ont pu s'empêcher de demander au chef de chœur de les diriger pour chanter ensemble le *Chiffon rouge*. Nous remercions tout particulièrement le chef de chœur,

Françoise Bourguoin pour ses arrangements de haute tenue, le metteur en scène Jean-Marie Lévêque pour la qualité de la mise en scène, et Jean Géron pour le texte qui a su illustrer le rayonnement de la Commune.

Le public s'est littéralement rué sur les brochures proposées à la vente en fin de spectacle.

 **JEAN-CLAUDE SARDIN**

LE PARIS-COMMUNARD DES LYCÉENS

Les Amis de la Commune ont organisé pour la première fois depuis longtemps des visites de « Paris-communard » avec des lycéens. Trois visites, en octobre 2007 avec les élèves de terminale du Lycée Le Corbusier d'Aubervilliers, en avril 2008 avec des élèves de terminale du lycée de Salon-de-Provence et enfin début juillet 2008 avec des élèves du collège Pablo Neruda de Brétigny-sur-Orge. Nous avons compté au total, environ 95 participants. La visite du lycée d'Aubervilliers a été programmée par l'association des élèves « Les Voraces », nom qu'ils se sont donnés « *parce que la Cour des Voraces, à Lyon, est un haut lieu de la révolte des Canuts, qui portaient l'idéal d'égalité et d'émancipation que porte aussi l'éducation* ».



VIE DE L'ASSOCIATION

24



Elle entrait dans un cycle « Politique et Utopie ». Ils étaient encadrés par leurs professeurs de philosophie et de sciences économiques.

Si l'on en croit les appréciations données par les élèves le jour même, ils ont été très satisfaits de leur visite, « *merci pour cette visite de Paris et pour nous avoir fait découvrir une partie de notre histoire qui nous a été en partie cachée* » ; « *Merci pour cette visite. Merci de maintenir*

vivace la flamme de la Commune ». Ils ont posé beaucoup de questions montrant leur intérêt pour la Commune. Si les combats, les aspects factuels ont été peu évoqués, par contre la philosophie sociale de la Commune, le rôle des adolescents, le statut de l'école, l'importance et l'actualité des réformes ont été au centre de leurs préoccupations. Ils ont nettement exprimé le sentiment de ne pas avoir été jusqu'à mainte-

nant correctement informés de leur histoire. Ils ont découvert que les idéaux, les valeurs défendus et mis en application par les anciens rejoignaient leurs préoccupations du moment.

Leurs interrogations étaient beaucoup philosophiques, presque plus fondamentales et précises que notre public habituel. Ces visites montrent l'importance qu'il faudra attacher à l'avenir aux lycéens et aux jeunes en particulier. Nous devons nous préparer en agissant plus auprès des lycées, des écoles et des associations de jeunes à organiser des « Paris-communard » mieux adaptés à ce public. Ce défi demandera sans doute une autre préparation des animateurs et une meilleure compréhension des interrogations des jeunes. En tout cas, la transmission du flambeau passe par la création de vocations, c'est sans doute un des rôles du « Paris - Communard ».

CLAUDE FLEUROT

DANIEL SPASSKY

COMITÉ DES PAYS DE LA LOIRE

SEMAINE D'EXPOSITION ET DÉBATS SUR LA COMMUNE

Nous avons à peine fini de rédiger nos statuts que nous sommes impatients de faire connaître notre jeune comité

régional. Nous sommes en négociation pour trouver un lieu et tenir dans la Ville du Mans une semaine en mars et faire savoir au public sarthois ce que fut la Commune en empruntant l'exposition de l'Association et en réalisant une soirée conférence-débat.

Des surprises pourraient s'ajouter au programme en cours d'élaboration !

D'autres projets sont dans les « cartons » pour rayonner sur les autres villes de la région. Parallèlement à ces initiatives, un travail de recherche pour l'association



va être conduit pour en savoir davantage sur les communnards originaires des Pays de la Loire.

RÉMY BARBIER

Les membres du bureau sont :

Président : Rémy Barbier à Angers

(remy.barbier@wanadoo.fr) ;

Secrétaire : Gérard Désiles à Coméré,

près du Mans (gerard.desiles@free.fr) ;

Trésorier : Jean-Louis Grégoire à Angers

(gregoirejeanlouis@laposte.net)

Pour plus d'infos, n'hésitez pas à nous

joindre par internet ou par téléphone :

02 41 48 70 28.

SPECTACLE THÉÂTRAL À NOTRE BANQUET ANNUEL

Notre traditionnel banquet se tiendra le dimanche 29 mars à partir de 11heures (attention au changement d'horaire) à la Maison des syndicats CGT, 263 rue de Paris à Montreuil, métro porte de Montreuil.

Comme toujours ce sera un beau banquet. Pour beaucoup ce sera l'occasion de découvrir notre association ; pour les autres, d'effectuer des retrouvailles, d'avoir des échanges.

Nous aurons une nouveauté cette année avec la présence d'une troupe de théâtre qui nous jouera des extraits de la pièce de Claude Weil, « Tout ça n'empêche pas Nicolas ». Au cours du repas trois tableaux seront présentés : le 18 mars,

la proclamation de la Commune et l'épilogue. Comme tous les ans une tombola permettra d'attribuer de nombreux lots de valeur.

Voilà de quoi perpétuer, dans un climat de fraternité et de convivialité, le souvenir de nos vaillants Communnards, notamment Charles Delescluze, dont le portrait orne la carte d'adhésion 2009, accompagné d'une réflexion d'une haute valeur morale : « J'envisage le sublime avenir qui s'ouvrira pour nos enfants. »

N'attendez pas le dernier moment pour en parler à vos ami(e)s et pour vous inscrire (en vous servant de la feuille d'inscription que vous trouverez dans ce bulletin) afin de faciliter notre tâche.

 JOËL RAGONNEAU

Une assemblée générale dynamique

Près d'une centaine d'amis ont participé à notre assemblée générale, le 6 décembre 2008. Jean-Louis Robert, président, ouvre la séance. Notre présidente, Claudine Rey présente le rapport moral.

Elle rappelle les initiatives réalisées dans l'année qui ont toutes connu un grand succès ce dont nous avons rendu compte

dans nos précédents numéros. Citons, pour mémoire, le 18 mars dans le XIII^e arrondissement de Paris, le banquet avec 250 convives, la Montée au Mur des Fédérés avec la participation d'une quarantaine d'organisations du mouvement syndical, politique et associatif, la Fête de la Commune.

Les ventes de littérature ont connu un réel succès aux fêtes de Lutte Ouvrière et de l'Humanité, aux salons du Livre libertaire, de la Ligue des droits de l'homme etc. Un appel a été lancé pour renforcer les équipes de ventes afin d'être plus disponibles pour discuter avec les acheteurs et leur proposer l'adhésion.

Un grand nombre de conférences ont été présentées.

Les visites du Paris communnard sont de plus en plus demandées. Six de nos amis ont reçu une formation de guide pour les assurer.

Des projets pour 2009. Le thème central de nos activités sera la Commune et l'Enseignement, comme le rappelle la citation de Charles Delescluze sur notre carte 2009 : « j'envisage le sublime avenir qui s'ouvre pour nos enfants ». Deux nouvelles brochures sont en cours d'édition : l'une sur la modernité de la Commune, l'autre sur la Commune et la culture. Des contacts sont pris avec des

libraires de l'Est parisien pour diffuser nos brochures.

Plusieurs voyages sont programmés : à Cuba en janvier dans les pas de Communards qui se sont battus pour l'indépendance de cette île, à Charleville-Mézières sur les traces de Jean-Baptiste Clément et de Rimbaud, à Dreux sur celles de Delescluze.

Les activités habituelles seront reconduites : 18 mars et banquet, Montée au Mur et Fête de la Commune

... et pour le 140^e anniversaire de la Commune, des démarches sont entreprises au niveau de l'Hôtel de Ville de Paris.

L'axe central sera la Commune en musique et en chansons avec des concerts symphoniques.

Est également envisagé, un parcours dans Paris jalonné de repères. Nos adhérents seront informés au fur et à mesure de l'avancement de ces projets.

Cela demande des moyens et le développement de notre association ainsi que son rajeunissement et sa féminisation. Il nous faut pour cela associer très vite les nouveaux adhérents, la rencontre avec les nouveaux adhérents sera donc reconduite. Elle a eu lieu le 21 février. Il est fait

appel aux anciens adhérents pour être présents à cette initiative.

• Nos amis de province ont présenté leurs activités.

Guy Décamps a rappelé le banquet annuel et la commémoration sur le port de Dieppe devant la plaque de Louise Michel. Nos amis vont réaliser une exposition sur les Dieppois dans les années 1870.

Rémy Barbier, pour le Pays de la Loire, a annoncé une exposition et des débats dans la ville du Mans.

Danielle Kiess, présidente du comité du Luxembourg a rappelé que 130 citoyens luxembourgeois sont membres des Amis de la Commune de Paris.

Le débat sur les finances a débouché sur la décision d'avancer en début d'année 2009 la date de la prochaine assemblée générale en vue de discuter plus rapidement les comptes de 2008. Quitus a été donné sur le rapport financier se 2007.

Le nouveau conseil d'administration a été élu à l'unanimité. Un secrétariat composé de Jean-Claude Lieberman, (nouveau secrétaire général), Claude Fleurot et Pascal Bonnefemme a été élu. Les membres de ce secré-

tariat feront partie du comité de coordination qui rassemble les présidents et les responsables de commissions.

A 16 h 30 la séance est levée. Les amis ont du mal à quitter la salle et les petits groupes se forment.

Certains ont dit leur envie de participer plus aux activités ce qu'ils peuvent faire en s'inscrivant dans une ou plusieurs des commissions suivantes : culture, communication, fêtes et initiatives, finances, littérature, patrimoine.

A bientôt donc à tous !



LE THÈME CENTRAL DE NOTRE PROCHAIN NUMÉRO (38) SERA : LA COMMUNE ET L'ÉDUCATION

Il paraîtra vers le 15 avril 2009.

Date limite pour nous faire parvenir vos articles : 2 mars 2009

Hommage à Pierre Biais

Pierre Biais est décédé le 20 janvier 2009. Nous envisagions déjà son 80^e anniversaire pour faire la fête avec lui, pour partager une convivialité qu'il aimait.

Fils de cheminot, il était fier de ses origines ouvrières. Il rappelait facilement ses expériences professionnelles comme chef de chantier où il avait su, là aussi, se faire apprécier et respecter. Il avait perdu sa mère dès l'enfance. Et ce trop plein de tendresse il l'a conservé pour nous tous. Pour nous ses amis de la Commune, pour sa famille, ses petits enfants qu'il aimait tant ! Il venait de nous annoncer, avec un grand bonheur visible derrière le sourire éclatant de ses moustaches, qu'il allait être arrière-grand-père

Nous connaissions la gravité de son état de santé qui lui avait fait annuler le voyage à Cuba dont il rêvait depuis tant d'années. Mais, en 2005, lors d'une précédente opération cardiaque, il avait réalisé l'improbable, sortant d'un coma de quinze jours ! Il nous avait habitués au miracle et pour cette nouvelle opération nous voulions croire encore.

Nous ne pouvons admettre que Pierre, dont la présence était si précieuse rue des Cinq-diamants, ne soit plus là. Longtemps secrétaire général de notre association, il avait dû, pour raisons de santé, passer le flambeau. Il l'a fait, ne ménageant pas son temps, continuant à aider la relève et restant disponible chaque jour dans la discrétion.

Et puis, passionné par l'histoire de la Commune de Paris, il venait de prendre la res-



ponsabilité de la commission patrimoine. Une commission qui gère les archives de l'association et répertorie les lieux de mémoire. Hospitalisé d'urgence, la première réunion a eu lieu sans lui. Mais ses dossiers étaient prêts, clairs, et Pierre, tu l'as su, nous avons pu avancer grâce à toi.

Depuis toutes ces années passées dans l'association, Pierre avait rassemblé tant d'amitiés que nous étions beaucoup à pouvoir dire « mon ami » en parlant de lui. Sa droiture, sa franchise que traduisait son regard direct et souvent rieur, en faisait un personnage incontournable, toujours prêt à résoudre les problèmes, allant jusqu'au bout de ses engagements.

Jusqu'aux derniers jours, il répondait « présent ». La préparation du voyage à Cuba a été son dernier souci. Présentés à la perfection, méticuleusement, comme il savait le faire, les dossiers remis aux participants étaient impeccables.

Même au-delà des activités de l'association, il était facile d'échanger avec Pierre, toujours à l'écoute, bougon et tellement humain. Les coups de colère et les fous rires nous les avons partagés sans cesse. C'est un vide immense !

Dans les buts de l'association, nous en avons discuté, il avait retrouvé les vraies valeurs de ses engagements politiques. Communiste il l'était, de tout son être, contre les injustices, pour la défense des humbles.

Nous adressons nos condoléances à sa famille, certifiant que Pierre restera vivant dans nos cœurs, dans nos combats.

 **CLAUDINE REY**



De haut en bas, créations pour *Pravda la survireuse*, *Les Ailes du désir*, et notre exposition à l'Assemblée nationale en 2001

Disparition de Guy Peellaert

P ourfendeur de l'art bien pensant, Guy Peellaert, graphiste, peintre, photographe, dessinateur, affichiste, auteur de bandes dessinées..., le « travailleur immigré belge », comme il se définissait lui-même, a tiré sa révérence le 17 novembre dernier à Paris. Il avait 74 ans. Bruxellois d'origine, il étudie aux Beaux-arts de la capitale belge avant de débiter comme décorateur de théâtre et dans la publicité.

Dans les années 60, il se fait connaître par la bande dessinée, son style s'apparente à l'esthétisme « psychédélique » et au pop art. Il dessine, *Les aventures de Jodelle* et *Pravda*, deux albums provocateurs pour l'époque. Il se fait connaître également par l'affiche de films : *Taxi driver* de Martin Scorsese, *Paris-Texas* et *Les Ailes du désir*, de Wim Wenders, *l'Argent* de Robert Bresson... et dans la création de pochettes de disques : *It's only Rock'n Roll* des Rolling Stones, *Diamonds Dogs* pour David Bowie... Il crée également pour la télévision le générique de l'émission *Cinéma, cinéma* de Claude Ventura. Il publie *Rock Dreams* en 1974, un album cosigné avec le critique de rock Nick

Cohn. Cet album devenu culte se vend à plus d'un million d'exemplaires et installe définitivement la notoriété de Guy Peellaert. Il publie quelques années plus tard *Las Vegas : The Big Room*, puis en 2000, il dynamite à nouveau les mythes du spectacle et de la politique dans *Rêves du 20^e siècle*. Il expose ses œuvres à Londres, à Bâle, à New York, à Paris, à Tokyo, à La Havane, à Reims...

Ami des Amis de La commune de Paris 1871, il a réalisé deux superbes affiches pour nos expositions à l'Assemblée nationale en 2001 et à l'Hôtel de Ville de Paris en 2004. Nombreux sont nos amis à avoir gardé ces œuvres d'art pour décorer leur appartement.

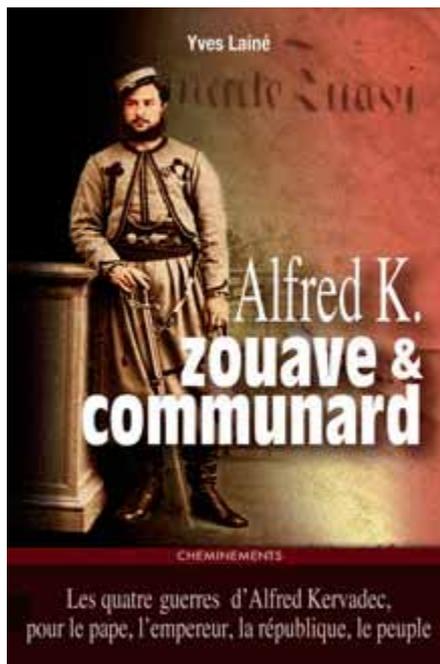
Guy Peellaert « n'aimait pas vivre les choses en touriste » et sans jamais se plaindre de son mal, il préparait une BD « hyper provocatrice », une pochette de disque pour un jeune groupe de rock et une couverture de roman.

Créateur pluridisciplinaire, Guy Peellaert sera à l'honneur de l'exposition 2009 du Palais des Beaux-arts de Bruxelles sur les années « sixties » et un hommage lui sera rendu à la Fondation Maillol en juin prochain.

YVES LAINE

Alfred K. zouave et communard**Suivi des carnets intimes de Marie et de Pauline**

Le titre paraît au moins surprenant, les zouaves pontificaux — un corps de volontaires français royalistes et catholiques, opposés aux partisans de Garibaldi et son projet d'unification italienne et la Commune de Paris — deux engagements diamétralement opposés ! Pourtant le héros du livre le jeune (né en 1851) Alfred Kervadec a réussi à pratiquer les deux. Issu d'une famille de la bourgeoisie nantaise, catholique fervente et royaliste il s'engage à 16 ans comme d'autres jeunes bretons et vendéens dans les rangs de zouaves pontificaux commandés par La Moricière et Charrette ; ce dernier signe son « Libretto » de zouave. Rentré à Nantes au printemps 1870, déçu par la campagne italienne et l'attitude du pape, en août 1870 signe son engagement « pour la durée de la guerre », versé dans le 97^e régiment, en suite sous le commandement du général Ducrot participe aux combats de Châtillon, Bagneux, Champigny... Après la capitulation il se retrouve à Paris et... en mars 1871 devient partisan de la Commune !!! Mué certainement par les sentiments plus spontanés, humanitaires que vraiment politiques. Participe aux travaux pour le *Journal Officiel*, au moment de l'entrée des Versaillais dans Paris, prend les armes et combat dans le Quartier Latin, quand il tombe, Alfred prend la fuite par les toits et nageant dans la Seine d'où il sort vers Rocquencourt peut gagner la maison familiale à Nantes. Hélas sa santé est vite ruinée par la tuberculose, entouré de sa famille il meurt en juillet 1872. L'auteur, petit neveu de son héros

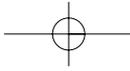


se base sur la tradition transmise par la famille et sur les journaux intimes des jeunes sœurs d'Alfred, Marie et Pauline.

Le livre oscille entre la biographie et le roman de l'aveu même de son auteur, certains éléments : amitié avec un jeune italien, histoire d'amour sont 100% fictifs... L'ouvrage de Lainé est surtout une curiosité, son héros peut être considéré comme un jeune romantique du 19^e siècle, mu surtout par les élans du cœur.

THÉRÈSE GOURMAUD

Ed. Cheminement, 2008, 312 pp, illustrations



THANH-VÂN TON-THAT

Léon Cladel et l'écriture de la Commune

Léon Cladel (1835-1892) est un écrivain de la Commune : il y puise la matière de ses nouvelles et romans ; c'est aussi un auteur apprécié par ses contemporains comme Baudelaire, Barbey d'Aurevilly, Flaubert et Paul Bourget.

Contrairement à Jules Vallès, il n'est pas un acteur de la Commune, il l'écrit seulement...

L'ouvrage de Thanh-Vân Ton-That, *Léon Cladel et l'écriture de la Commune*, paru à L'Harmattan en 2007, est celui d'une spécialiste : il s'agit ici essentiellement d'une étude littéraire et stylistique.

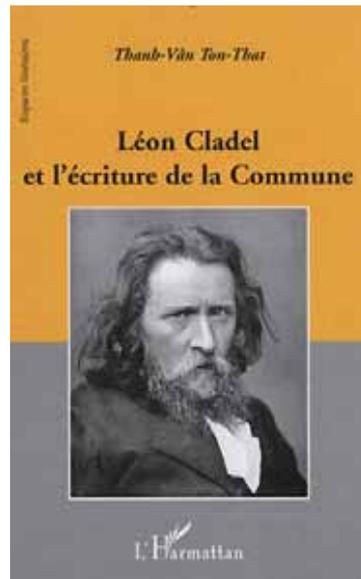
Le lecteur exigeant y voit une étude savante, et largement annotée, avec ses variantes, de la nouvelle *Revanche*, la dernière du recueil *Les Va-nu-pieds*, d'après un manuscrit autographe daté de mars 1873, ainsi que du roman posthume *I.N.R.I.*, publié en 1931, fresque historique de la Commune dont *Revanche* correspond aux ultimes épisodes du roman.

Le simple lecteur y trouve avec plaisir l'intégralité de la

nouvelle, et tente sans doute sa première approche d'un écrivain tombé injustement dans l'oubli. La nouvelle située au Père-Lachaise, en mai 1871, les retrouvailles de deux amants, Cardoc et Léone. L'héroïne présente son fils nouveau-né à celui qui est promis à la mort : les futurs fusillés sont les parains, et ils nomment l'enfant « Revanche ».

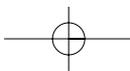
Selon Thanh-Vân Ton-That, le style de Cladel est un mélange de registres : naturaliste, poétique, tragique et épique, aux accents engagés. Dans le roman *I.N.R.I.*, on trouve aussi les caractéristiques du roman de formation, et les scènes de foule en font une épopée populaire.

Léon Cladel se lance dans une réhabilitation de la Commune face à ses détracteurs. Son écriture visuelle qui correspond à une saisie photo-



graphique de la réalité donne tout leur relief aux massacres sur les barricades, et au courage des combattants. Il veut écrire sur et contre l'effacement de la Commune dans la conscience collective française.

Nous découvrons, ou redécouvrons, cet auteur singulier, —communaliste de cœur et régionaliste d'inspiration— ; nous entendons sa voix aux accents hugoliens, et par lui, la voix du peuple grâce à une



galerie de portraits, autant d'hommages rendus aux acteurs de la Commune.

Il nous appartient donc de faire sortir Léon Cladel de sa traversée du désert : lisons-le.

MICHÈLE CAMUS

L'Harmathan, 210 pages, 21 Euros

Œuvres principales de Léon Cladel :

• *Les Martyrs ridicules*, 1862 (réédité aux Éditions d'Aujourd'hui, 1978) • *La Fête votive*, 1869 • *Les Va-nu-pieds*, 1873 (réédition en 1978) • *Petits cahiers de Léon Cladel*, 1879 • *Na qu'un œil*, 1882 (réédition Garnier, 1978) • *Urbains et ruraux*, 1884 • *L'Ancien*, drame en vers, 1889 • *I.N.R.I.*, 1931 • *Poésies de Léon Cladel*, 1936, Crès.

**DÉCÈS DE
JEAN-PIERRE BRUHAT**

Fils de Jean Bruhat — ce grand historien qui anima plusieurs dizaines d'années l'Association des Amis de la Commune de Paris (ressuscitée en 1962) — Jean-Pierre était, comme son père, fort attaché aux idéaux et à l'œuvre de la Commune. Il fut un militant actif de notre association, notamment de sa commission culture.

Un dernier hommage lui a été rendu le long du Mur des Fédérés le samedi 10 janvier.

CLAUDE WILLARD

Renforcer notre association

La Commune et l'Égalité des chances sera le thème central de l'action de notre association en 2009. La Commune a été pionnière en matière d'éducation en mettant en œuvre l'école laïque, gratuite et obligatoire, sur l'initiative de sa commission de l'enseignement animée par Edouard Vaillant, de ses municipalités d'arrondissements et des organisations d'éducation populaire. Elle a créé les premières écoles professionnelles, y compris pour les filles ce qui la mettait très en avance sur son temps. Elle a instauré l'égalité des salaires entre institutrices et instituteurs

Au moment où les enseignants, les élèves et les parents se battent pour obtenir les moyens d'un enseignement de qualité, la référence à la Commune saute aux yeux. Et la nécessité du renforcement de notre association paraît d'autant plus évidente pour s'inscrire dans ces combats. Voilà pourquoi, si vous ne l'avez pas encore fait, nous vous invitons à renouveler sans tarder, votre adhésion pour 2009 et à proposer à vos parents, amis ou voisins de rejoindre les Amis de la Commune.

Cotisation annuelle : 34 E (à partir de 5 E pour les adhérents à faibles ressources) - Adhérents collectifs : 150 E



BULLETIN D'ADHÉSION

Nom :	Téléphone :
Prénom :	Courriel :
Adresse :	Année de naissance :
Code postal :	Profession (d'origine pour les retraités) :
Localité :	

Souhaite participer à une ou plusieurs des commissions :
Communication · Culture · Fêtes et initiatives · Finances ·
Littérature · Patrimoine (rayez les mentions inutiles)

Recopier, compléter les mentions ci-dessus et les envoyer, avec le chèque de paiement, aux Amis de la Commune (voir adresse en dernière page)



La Commune

DANS CE NUMÉRO

Editorial

L'instruction nouvelle · *Jean-Louis Robert* · 2

Histoire

- La Commune de Marseille · *John Sutton* · 4
Gaston Crémieux, dirigeant de la Commune de Marseille · *Marcel Cerf* · 9
La brève Commune de Limoges · *Georges Château* · 14
Le bataillon Commune de Paris franchit l'Ebre · *Yves Lenoir* · 16
Anna Jaclard · *Thérèse Gourmaud* · 18
Les ouvriers du Livre pendant la Commune · *Marcel Cerf* · 18

Actualité · 20 à 22

- La Commune de Paris à Bagneux · Journée Benoît Malon à Saint-Etienne
Paris Manif · Rochefort, une plaque pour les communards
Louise Michel à la télévision

Vie de l'association · 22 à 26

- Hommage à Dieppe · les Pèlerins de l'espoir à Châtellerault
Le Paris-Communard des lycéens · Semaine dans les Pays de Loire
Spectacle théâtral au banquet annuel
Une assemblée générale dynamique

Hommage à Pierre Biais · *Claudine Rey* · 27

Disparition de Guy Pellaert · *Claudine Boni* · 28

Notes de lectures

- Alfred K. zouave et communard, d'Yves Laine · *Thérèse Gourmaud* · 29
Léon Cladel et l'écriture de la Commune, de Thanh-Vân Ton-That · *Michèle Camus* · 30

Directeur de la publication : Claude Willard · *Comité de rédaction* : Marcel Cerf, Thérèse Gourmaud, Charles Meister, Eugénie Dubreuil, Michèle Camus, Alain Frappier, Marie-Claude Schertz, John Sutton, Claude Willard, Pierre-Henri Zaidman
Coordination : Yves Lenoir, Daniel Spassky · *Graphisme* : Alain Frappier · *Impression* : SENPQ Pantin · ISSN : 1142 4524

 **LES AMIS DE LA**
Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
amis@commune1871.org | www.commune1871.org